

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca

English
italien español
srpski português
العربية Deutsch

Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 4 decembre 2011 La guerre, ça suffit!!

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV

GRTV GLOBAL RESEARCH TV

Syrie: La crédibilité de l'opposition syrienne à l'épreuve du parrainage franco turc

par René Naba

A map of Turkey and its surrounding regions. Turkey is highlighted in orange. Neighboring countries shown include Romania, Bulgaria, Greece, Georgia, Armenia, Iran, Iraq, Jordan, and Israel. The Black Sea (Mer Noire) and the Mediterranean Sea (Mer Méditerranée) are also labeled. Major cities in Turkey like Istanbul, Ankara, Bursa, Izmir, Antalya, Konya, Adana, and Erzurum are marked. The Tigris and Euphrates rivers are shown in the east. A scale bar indicates 500 km.

Mondialisation.ca, Le 2 decembre 2011

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg ↑ submit reddit 3 1 f Share Tweet

Paris – L'affaire syrienne est symptomatique des dérives mentales et politiques de l'ensemble arabe et de ses crispations ethnico-religieuses. Au delà des vives critiques fondées sur les nombreuses tares du pouvoir syrien, il faut savoir raison garder.

L'affirmation peut paraître monstrueuse, mais elle correspond néanmoins à la réalité. Le clan Assad, Hafez puis Bachar, a assuré la stabilité de la Syrie, au terme d'une double décennie turbulente marquée par pas moins de huit de coups d'état téléguidés depuis Beyrouth ou Amman (1), mais cette stabilité a été obtenue au prix d'un autoritarisme sans faille tout au long d'un règne cumulé de quarante ans qui a gangréné la vie publique du pays, faute de respiration politique, faute de régénérescence démocratique.

Quiconque a eu affaire à la bureaucratie tatillonne de la Syrie a pu mesurer instantanément l'état de délabrement de son administration, le conformisme de ses médias, l'omniprésence des services de sécurité, les turpitudes du régime, son hermétisme, son autarcie, son népotisme, ainsi que son fort degré de corruption, comparable d'ailleurs en cela aux autres régimes arabes, même les plus proches de la grande démocratie américaine.

De ce fait, Bachar Al Assad (3) a eu incontestablement un retard à l'allumage. Il n'ignorait pas que son pays était dans l'œil du cyclone, que la dynastie wahhabite nourrissait des visées à l'encontre de la Mosquée des Omeyyades depuis le coup de force anti nassérien de Ma'amoun Kouzbari, représentant de la bourgeoisie compradore, en 1961, au coup d'état anti bassiste du général Salim Hatoun, en 1966, en pleine phase du détournement des eaux du Jourdain par Israël, au soulèvement islamique de Hama, en 1982, réprimé par le propre beau frère de l'actuel Roi Abdallah d'Arabie, le Général Rifa'at Al Assad, frère du président syrien de l'époque Hafez Al-Assad. Il n'ignorait pas non plus que les Etats-Unis et l'Arabie attendaient la première occasion pour récupérer le pouvoir pour le compte des sunnites, dont l'alliance Rafic Hariri, ancien premier ministre sunnite du Liban, Abdel Halim Khaddam, vice président sunnite de la république syrienne, n'en était que le signe précurseur. Pas ignorer surtout que les revers militaires successifs d'Israël face au Hezbollah libanais, en 2006,

puis face au Hamas palestinien à Gaza, en 2008, de même que le retrait sans gloire des Américains de l'Irak, fin 2011, reportait sur la Syrie le poids de la revanche visant à briser l'épine dorsale de l'axe de résistance à l'hégémonie israélo-américaine.

Il devait accomplir son «printemps de Damas» dans la foulée de son investiture présidentielle, en 2001, plutôt de subir dix ans plus tard les contrecoups des soulèvements arabes de l'hiver 2010; Pourquoi avoir rejeté les initiatives d'opposants, tels l'alaouite Riad Seif, le chrétien Michel Kilo, le sunnite Haitham Al-Maleh, ou encore et surtout «le Mandela syrien», le communiste Riad Turk, tous d'authentiques patriotes nullement suspectés de la moindre velléité conspirationniste? Pourquoi n'avoir pas réprimé les appétits de sa coterie familiale, les prétentions abusives de sa sœur Bouchra qui se rêvait Première Dame de Syrie en substitution de l'épouse du président, Asma, infiniment plus populaire et pertinente, ou la rapacité de son cousin Rami Makhlouf? Pour avoir trop tardé à engager les réformes, bridé les tendances réformistes qui lui étaient prêtées, ménager les intérêts de son clan au détriment de ceux de son pays, Bachar Al Assad récolte une tempête populaire à l'effet de réduire à néant sa magistrale maîtrise de la manœuvre diplomatique face à l'offensive israélo-américaine visant à remodeler un «Grand Moyen Orient». L'opprobre qui le frappe son pouvoir risque d'emporter son pouvoir et son clan, implosant le projet nationaliste dont il est porteur, son bien le plus précieux.

Mais cela ne justifie en aucun cas la mise à l'index de la Syrie, sa mise au ban du Monde arabe par une conjuration de cloportes qui tendent à placer sur le même pied Israël et la Syrie pour se dédouaner à bon compte d'une servitude partagée à l'égard du couple israélo-américain. Non, au grand jamais, non, Israël et la Syrie ne partagent pas le même intérêt. L'Etat hébreu cherche à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour, la Syrie à se dégager du nœud coulant glissé autour de son cou pour la forcer à la reddition. Israël est l'auteur d'un plan de balkanisation du Monde arabe adopté comme feuille de route par Washington, alors que la Syrie s'applique à le mettre en échec.

C'est à Damas, en effet, que Khaled Mehaal, le chef du Hamas, -alors boycotté par Amman, Le Caire et Ryad et quelque peu négligé par ses frères musulmans égyptiens-, a trouvé aide et refuge et que le chef Kurde Jalal Talabani, président actuel de l'Irak, a trouvé protection diplomatique face à la répression du sunnite baasiste Saddam Hussein, donnant à la Syrie la possibilité de refréner les tendances centripètes de l'irrédentisme kurde dans le nord de l'Irak. C'est la Syrie, qui a accueilli à bras ouverts, sans conditions, au risque de déstabiliser l'équilibre démographique du pays, près de deux millions de réfugiés irakiens, dégâts collatéraux de l'invasion américaine de l'Irak, fuyant les exactions de l'armée irakienne et de leurs supplétifs kurdes sans le moindre soutien financier arabe ou international. C'est la Syrie enfin qui a fait office de «verrou arabe du Liban» au moment de l'offensive israélo-américaine visant à instaurer un axe Le Caire Beyrouth Tel Aviv par la signature d'un traité de paix libano israélien, en 1983, sous la présidence du phalangiste Amine Gemayel; C'est encore la Syrie qui a servi d'hinterland stratégique au Hezbollah chiite libanais et au Hamas sunnite palestinien dans leur guerre asymétrique contre Israël;

Beaucoup savent gré à la Syrie, par son alliance de revers avec l'Iran chiite, d'avoir évité que le conflit irako-iranien ne dégénère en un conflit entre Arabes et Perses pour le plus grand bénéfice de l'ennemi officiel du Monde arabe; gré à ce point d'ancrage du «Front de refus arabe» d'avoir assuré la relève de l'Egypte défaillante, en maintenant vivace la flamme du combat nationaliste et irréductible le refus de l'hégémonie israélienne; gré d'avoir préserver les intérêts à long terme du monde arabe, sans s'inféoder à une logique de vassalité avilissante, sans hypothéquer ses choix stratégiques, sans aliéner sa souveraineté et son indépendance; Gré, enfin, d'avoir constitué le refuge ultime quand la quasi totalité des pays arabes plongeait dans la logique de la soumission à l'axe israélo-américain. Peu de pays arabes peuvent se targuer de pareils palmarès.

Aucune justification toutefois ne saurait tenir lieu d'excuse absolutoire, ni le complexe d'encerclement, réel, dont la Syrie fait l'objet, ni les manœuvres de déstabilisation, répétitives, dont il est la cible de la part de l'aile dure du trône wahhabite, ni les campagnes de dénigrement, effectifs, dont il est l'objet de la part de la presse conservatrice arabe et ses alliés occidentaux. Nul projet nationaliste, si exaltant soit-il, ne saurait justifier la captation des richesses d'un pays au profit d'une personne, si nécessaire soit il à la protection du pouvoir. Nul projet nationaliste, si glorieux soit il, ne saurait justifier la mise sous observation permanente de son peuple, la mise en coupe réglée son pays. Et cette position privilégiée ne saurait se vivre en rente de situation. La réforme s'impose, radicalement, sous peine de dénaturation du projet nationaliste, en dépit des menées de la contre révolution téléguidée par l'Arabie saoudite et le concours de Robert Ford, ambassadeur des Etats-Unis à Damas, l'assistant de John Negroponte à Bagdad du temps où l'ancien chef des services des renseignements américains, le déstabilisateur du régime sandiniste du Nicaragua, était à l'œuvre en Irak (2003-2004).

La Syrie doit turbuler, personne ne le conteste. Mais il est choquant qu'un pays qui a soutenu trois guerres contre Israël, la première puissance militaire de la zone, soit sanctionné dans l'allégresse par des anciens confettis de l'empire français, que le sort de la Palestine, le point focal du contentieux entre Orient et Occident, la ligne de fracture majeure entre l'Occident et le Monde arabo musulman, soit notamment confié à Djibouti, dont la principale activité se réduit à la consommation du Qat et à la location d'une base franco américaine, ainsi qu'aux îles Comores, dans le giron français de l'Océan indien, à des milliers de kms du champ de bataille. Monumentale supercherie qu'il importe de dénoncer sans ménagement en ce qu'elle constitue une insulte à la démocratie et à l'intelligence humaine.

Que le Qatar, dont le quart de la superficie est occupé par une base américaine, prenne la tête de la croisade contre un des principaux pays du champ de bataille, que la mise en quarantaine de la Syrie soit décidée par une coalition de huit monarchies vassales de l'Amérique, antidémocratiques, de surcroît pour la plupart des alliés souterrains d'Israël, -de la Jordanie, au Maroc-, en association avec la Libye, la nouvelle plateforme occidentale, constituent une insulte aux sacrifices des milliers de soldats morts dans les conflits israélo-arabes, aux dizaines de milliers de militants torturés dans les geôles arabes pour l'avènement de la démocratie, particulièrement dans les pétromonarchies du

Golfe. Les remous suscités au sein d'«Al Jazira» dans la couverture parcellaire des révolutions arabes, axée depuis peu davantage sur la Libye et la Syrie que sur Bahreïn ou le Sultanat d'Oman, avec la spectaculaire démission d'une des vedettes chaîne transfrontière arabe Ghassane Ben Jeddo, en porte témoignage. Mais comparaison n'est pas raison et nul ne saurait se prévaloir des turpitudes d'autrui.

Les décisions de la ligue arabe sont obérées et son fonctionnement faussé par la prépondérance monarchique. Les huit monarchies posent en effet du tiers bloquant des voix et sont en mesure de peser sur les décisions majeures engageant l'avenir du Monde arabe, alors qu'ils sont les principaux bénéficiaires des coups de butoir d'Israël contre le noyau dur du monde arabe. Elle fait office de vecteur de sous-traitance de la stratégie occidentale. Dans son fonctionnement actuel, elle est antidémocratique, qu'il importe de dénoncer sans la moindre réserve. Son nouveau secrétaire général, M. Nabil Al Arabi en est la meilleure preuve en ce que ce cacique de l'ancien régime Moubarak a doublement servi, d'abord en tant que membre de la délégation qui avait accompagné Sadate à Jérusalem, en 1977, puis en tant que représentant de l'Egypte sous Moubarak aux Nations-Unies.

A-t-on d'ailleurs jamais vu la Ligue Arabe voté une motion de défiance à l'égard de l'Amérique pour sa partialité dans le conflit israélo-palestinien? Le zèle pétro monarchique contre la Syrie est inversement proportionnel à la passivité déployée par les gérontocrates lors de la destruction de Beyrouth et du sud Liban en 2006, par les Israéliens, et de Gaza, en 2008. Il est donc frappé d'une lourde suspicion. L'Islam pétrolier doit être dénoncé avec la même virulence que ne le sont les dérives de la Syrie et de sa féroce répression des manifestations populaires; dénoncé pour ce qu'il est: Un islam pétrolier atlantiste et maléfique en ce qu'il instrumentalise l'organisation pan arabe, dans une politique qui a précipité le Monde arabe dans une régression épouvantable, sous couvert de régénérescence démocratique du «printemps arabe».

Soyons donc prudents avec les stratégies occidentales. L'Afghanistan a été sinistré, l'Irak aussi et il n'est pas indifférent de relever, dans ce contexte, que les quatre pays arabes qui se sont abstenus de voter des sanctions contre la Syrie, -L'Algérie, l'Irak, Le Liban et le Yémen- sont des pays qui ont eu à pâtir d'une guerre civile et qu'ils sont donc avertis du prix des ingérences étrangères et du coût humain, économique et social pour leur pays.

La déstabilisation de la Syrie vise à compenser le basculement de l'Egypte dans le camp de la contestation arabe et à rompre la continuité stratégique entre les diverses composantes de l'axe de la résistance à l'hégémonie israélo américaine en coupant les voies de ravitaillement du Hezbollah au sud Liban. L'effet secondaire est de détourner l'attention sur la phagocytose de la Palestine par Israël avec la complicité des états occidentaux. Il est faux d'affirmer dans ce contexte une communauté d'intérêts entre la Syrie et Israël; Non Israël et la Syrie ne partagent pas le même intérêt. L'Etat hébreu cherche à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour, la Syrie à se dégager du nœud coulant glissé autour de son cou pour la forcer à la reddition. Israël viole en toute impunité la loi internationale, La Syrie la subit. Israël a annexé la quasi-totalité de la Palestine. La Syrie victime d'un arbitraire colonial, amputé de son territoire arbitrairement par la France, au bénéfice de la Turquie, du temps de son mandat sur le pays, dont elle recherche cent ans après à y reprendre pied par une opération de déstabilisation sous couvert de démocratie.

A-Les griefs ... Le Golan, Tiran et Sanafir

Quatre des principaux griefs contre la Syrie portent sur l'instauration d'une «dynastie républicaine», l'opacité de son système politique, sa présumée passivité à propos du Golan, une accusation constamment véhiculée par les Frères Musulmans, de même que sa prédation de l'économie libanaise au cours des trente ans de sa présence au pays voisin.

-La succession dynastique doit être prohibée, mais ce principe doit s'appliquer sans exception à Bachar Al-Assad, certes, mais aussi à Saad Hariri, qui a succédé à son père Rafic Hariri, sans la moindre préparation, à la tête d'un pays situé à l'épicentre du Moyen orient. A Ali Bongo dont la France a truqué les élections pour favoriser le maintien du clan à la tête de l'état gabonais. A Joseph Kabila jr et Mobutu, qui s'y prépare en Afrique. A Amine Gemayel, élu à l'ombre des blindés israéliens en remplacement de son frère assassiné Bachir, lui même élu à l'ombre des blindés israéliens. A Nicolas Sarkozy qui a veillé à propulser son fils Jean à la tête de l'EPAD (Hauts de Seine). A Hosni Moubarak qui se préparait à passer la main à son fils Jamal, avec la bénédiction des occidentaux dont Sarkozy saluera le courage de son départ, sans le moindre mot pour la courageuse lutte du peuple égyptien.

La libre détermination des peuples est un droit sacré inaliénable. Mais ceci doit s'appliquer en Syrie, comme en Palestine. Au Kosovo, au sud Soudan, comme au Sahara Occidental.

-Le Golan: La disproportion des forces provoquée par la défection de l'Egypte, son basculement proaméricain et son retrait du champ de bataille ont conduit le régime syrien à développé la stratégie de la Moumana'a, substituant au choc frontal le choc oblique, la guerre périphérique et asymétrique à la guerre classique. Si le plateau du Golan n'a pas été récupéré, son chef lieu chef, Quneitra, l'a été au terme de la guerre d'octobre 1973, une restitution infiniment plus importante que ne l'ont été les territoires saoudiens sous occupation israélienne: Les îlots de Tiran (80 km²) et de Sanafir (39km²), à l'entrée du Golfe d'Akaba sur la Mer rouge, occupés depuis 44 ans, sans que les Etats-Unis, le meilleur allié tant d'Israël que de l'Arabie saoudite, ne lève le plus petit doigt pour en obtenir la restitution ou que le royaume wahhabite en fasse la requête. La libération du Golan est, certes, un impératif au même titre que les autres lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem, y compris la Mosquée «Al Aqsa» dont le Roi d'Arabie en a le devoir en sa qualité de «gardien des lieux saints» musulmans.

Le Liban: La prédation de l'économie libanaise par les Syriens pendant trente ans est un fait incontestable. Mais cette captation de richesses a été faite en partenariat avec une classe affairiste pro occidentale dont les chef de file auront été Rafic Hariri, l'ancien premier ministre sunnite

assassiné, et Walid Joumblatt, chef druze du parti socialiste progressiste, sous l'autorité des figures de proue de la présente opposition syrienne, notamment Abdel Halim Khaddam, en charge du dossier libanais pendant trente ans, dont la France s'honorerait de le poursuivre en justice pour enrichissement sans cause.

B- La France, la Turquie, le contentieux d'Alexandrette sur fond d'une opposition syrienne amnésique.

L'opposition syrienne, qui se veut la relève d'un pouvoir pourri, se doit d'être exempte de tout reproche. Elle paraît frappée d'amnésie, oublieuse de l'histoire de son pays, oublieuse d'inscrire son combat dans la continuité de sa mémoire historique. Faire cause commune avec le philosophe Bernard Henry Lévy, l'un des adversaires les plus résolus des aspirations légitimes des peuples arabes en ce qu'il avoue agir, sans ambages, par «fidélité au sionisme et à Israël» relève d'une grave aliénation mentale d'autant plus déplorable que, sous couvert de «combat de l'Islam des Lumières» contre «l'Islam des ténèbres», il vise à constituer une ceinture d'états vassaux à Israël. Se vautrer dans le giron des anciens bourreaux de la Syrie, la France et la Turquie, les artisans de son démembrement par l'amputation du district syrien d'Alexandrette et son rattachement à la Turquie, constitue une insupportable insulte à la mémoire de Youssef Al Azmeh et aux 310 martyrs tombés sur la champ d'honneur de Maysaloun, face à l'occupant français, en 1920, bataille fondatrice de la conscience nationale syrienne; une insulte aux milliers d'Algériens carbonisés à Sétif (1945), aux centaines de morts de Suez (1966) du fait de l'agression tripartite franco-anglo-israélienne, de Bizerte (1958) et d'ailleurs.

Comment s'adonner ainsi sans retenue à un pays, la France, qui n'a cessé de nourrir de visées à l'égard de son ancienne possession, dont elle cherche près d'un siècle après son mandat onusien à y reprendre pied; confier sans la moindre hésitation la mission de restaurer la démocratie en Syrie à un pays, pourtant propulsé par des pulsions xénophobes cycliques du Code noir de l'Esclavage, au Code de l'indigénat, aux expositions ethnologiques, aux pensions de guerre cristallisées des anciens combattants basanés, sans compter les stigmatisations lapidaires permanentes, du «Bougnoule au sauvignon», «des bruits aux odeurs», «du karcher aux moutons que l'on égorge dans les baignoires». S'adonner sans la moindre pudeur à un président, Nicolas Sarkozy, dont le projet phare l'Union Pour La Méditerranée visait à constituer un front arabo israélien contre l'Iran, dont la mandature s'est attelée à éradiquer méthodiquement toute sensibilité pro palestinienne de l'administration préfectorale et de l'audiovisuel extérieur français avec la mise à l'écart de Bruno Guigue (administration préfectorale), l'éviction de Richard Labévière (Média) et de Wahib Abou Wassel, seul palestinien du dispositif médiatique extérieur, et, la promotion concomitante de personnalités au philo sionisme exacerbé de Bernard Kouchner (Quai d'Orsay), Pierre Lellouche (Affaires européennes), Dominique Strauss Khan (FMI), Arno Klarsfeld (Matignon, puis Office National de l'Immigration), François Zimmeray, ancien vice-président de la commission d'études politiques du CRIF, Ambassadeur pour les Droits de l'homme, Dov Zerah, (Agence française pour le développement), Christine Ockrent (pôle audiovisuel extérieur), Philippe Val (France inter), enfin, Valérie Hoffenberg, présidente de la section française de l'American Jewish Committee, chargée de suivre le volet économique des négociations israélo-palestiniennes.

La priorité revient aux opposants de l'intérieur, particulièrement Michel Kilo, interdit de paroles à Paris, Fayez Samara, Haitham Al Maleh, Riad Turk, Riad Seif, cinq militants qui n'ont jamais déserté le combat sur le terrain, payant de leur liberté leurs convictions. La présence d'opposants de la dernière heure dans la galaxie de l'opposition, de surcroît imposés par l'étranger, en la circonstance parachutés par la France au terme d'une carrière exclusivement bureaucratique, sans aucune tradition de lutte, émargeant alternativement sur le budget de l'administration française ou sur celui de la Ford Foundation, à la remorque du forum de Bilderberg, l'organisation tricontinentale atlantiste, relève d'un opportunisme méprisable à l'effort de réhabiliter, à bon compte, le rôle particulièrement négatif de la France dans la zone, maître d'œuvre de l'institutionnalisation et du professionnalisme politique et de son instrumentalisation corrosive.

Ce parachutage doublé de l'aménagement d'une plateforme opérationnelle de la DGSE dans le nord du Liban en vue former des opposants syriens à des opérations commandos contre le pouvoir alaouite, en pleine violation de la souveraineté libanaise, répond au double souci de Paris (2) de disposer d'un levier d'influence au sein de l'opposition syrienne, en même temps qu'il vise à bonifier auprès des Arabes l'image du plus pro israélien des dirigeants français; de renflouer Saad Hariri, au moment l'ancien premier ministre sunnite libanais, en pleine déconfiture politique, a choisi curieusement Tripoli, le chef lieu du Nord Liban, au mépris de tous les usages, pour y célébrer, avec une semaine de retard, la Fête Nationale Libanaise; une action d'éclat destinée à redorer le blason de ce fugitif permanent, par l'aménagement d'une zone sécurisée visant à l'établissement d'un corridor humanitaire en direction de la Syrie, dans une démarche qui représente le degré ectoplasmique de la politique.

Curieux comportement d'une opposition syrienne qui pactise avec ses bourreaux la France et la Syrie. Curieux comportement d'une opposition syrienne qui tolère dans ses rangs la présence de personnages sulfureux tels Abdel Halim Khaddam, le prédateur du Liban, et le général Rifa'at Al -Assad, le boucher de Hama. Curieux comportement que de faire alliance avec le principal artisan du blocus de Gaza, le principal soutien aux dictateurs méditerranéens de Ben Ali de Tunisie à Moubarak d'Egypte, ses partenaires dans le projet d'Union Pour la Méditerranée. Curieux comportement que celui de la France qui menace la Syrie des foudres de la Guerre pour une psychanalyste assignée à résidence, Rafah Nached, et se prosterne devant le roitelet d'Abou Dhabi qui a embastillé depuis cinq ans un professeur de la Sorbonne, Nasser Bin Ghaith, et quatre de ses collègues, oubliant que l'Université n'est pas seulement prestataire de services d'enseignement ou de recherche, mais un sujet moral.

La France qui se préoccupe de légiférer sur les binationaux, voire même de fonder une «allégeance aux armes» pour s'assurer de la loyauté de citoyens jouissant de la double nationalité, ne s'embarrasse guère de considérations opportunistes. La dualité qui frappe l'un des porte paroles de

l'opposition syrienne est comparable à celle qui avait prévalu en Géorgie avec la transmutation en 2003 de l'ambassadrice de France en Tbilissi, Salomé Zourabichvili, en ministre des Affaires étrangères de la Géorgie, en 2004, avant d'être « démissionnée » fin 2005, pour cause de mésentente de la transfuge franco géorgienne avec la présidente du parlement. Elle est comparable à celle qui frappe le binational franco israélien, Arno Klarsfeld, réserviste de l'armée israélienne et directeur de l'Office national de l'Immigration. Des bouffons, il n'en manque pas en France à tous les niveaux de la classe politique et de la haute administration.

Que l'opposition syrienne ne commette pas les mêmes erreurs que l'égyptien Anouar el Sadate, l'irakien Saddam Hussein ou le libyen Mouammar al- Kadhafi. Sadate a répudié l'alliance stratégique de l'Egypte avec l'URSS, le pays qui lui a pourtant fourni les armes de la victoire pour le franchissement du Canal de Suez, en 1973, pour se rallier aux Etats-Unis. Il a été assassiné par les protégés de l'Amérique. Saddam Hussein a engagé une guerre meurtrière et ruineuse de dix ans contre l'Iran pour fixer, pour le compte des pétromonarchies sunnites, la révolution chiite islamique iranienne, avant d'être lâché et abattu par ses bailleurs de fond. Mouammar Kadhafi a dévoilé tout un pan de la coopération nucléaire inter arabe aux services occidentaux pour sauver sa tête. Il n'a bénéficié que d'un sursis. Il a été lynché et son trésor de guerre confisqué, son héritier présomptueux, Seif Al Islam, qui voulait moderniser la Libye selon le schéma occidental capturé avec l'aide des services anglais, signant la fin de la dynastie.

Réclamer l'intervention de la Turquie, au prétexte d'une identité communautaire religieuse sunnite, dresse, d'une part, le constat d'une incapacité des Arabes à régler leurs propres différends hors de toute interférence étrangère. Il révèle, d'autre part, la complaisance malsaine des Arabes à l'égard des turpitudes anciennes de la Turquie, laquelle, pendant cinquante ans, en tant que partenaire stratégique d'Israël, a constitué la deuxième manche de la tenaille qui étranglait le Monde arabe et entravait sa libération et son développement. L'appartenance de la Turquie au sunnisme n'a pas constitué un obstacle dirimant à son alliance de revers avec Israël, un pays considéré par la majorité des sunnites comme l'« usurpateur de la Palestine ».

La Turquie n'est pas si désintéressée que cela en ce qu'au-delà des constructions théoriques, le choix atlantiste de la Turquie repose sur un pacte tacite conclu avec le camp occidental, fondé sur l'occultation de la responsabilité de la Turquie dans le génocide arménien en contrepartie de l'implication de ce pays de culture musulmane non seulement dans la défense du « Monde libre » face à l'Union soviétique, mais aussi dans une alliance stratégique avec Israël contre le Monde arabe. Son zèle vise à s'emparer du leadership sunnite régional du fait de la défaillance saoudienne et égyptienne afin de se poser en gardien du dogme de l'orthodoxie sunnite face aux hérétiques chiites iraniens comme en témoigne l'installation sur son sol du bouclier anti missiles dirigé principalement contre l'Iran, la Russie et la Syrie avec à l'arrière plan le vœu secret de régler la question kurde par l'aménagement d'une zone autonome en territoire syrien dans la zone de Jisr al Choughour. La géographie des minorités de Turquie sous tend sa géopolitique. Héritage de l'Empire Ottoman, la Turquie est un pays multi ethnique et multi religieux. Consubstantiels à son histoire, la problématique des minorités arméniennes et kurdes a longtemps conditionné les choix diplomatiques de la Turquie post Atatürk, quand bien même ils étaient masqués du halo de la modernité et de l'occidentalisation.

La promotion de la Turquie au rôle de pôle de référence diplomatique régionale vise à compenser en outre, aux yeux des Occidentaux, les déboires d'Ankara dans ses vaines tentatives d'intégrer l'Union européenne, de compenser l'humiliation de se voir signifier que l'édifice européen est exclusivement réservé aux blancs, dans la pire tradition de la ségrégation raciale « for white only ». Il n'est pas indifférent de noter que les quatre pays arabes qui se sont abstenus de voter des sanctions contre la Syrie, -L'Algérie, l'Irak, Le Liban et le Yémen- sont des pays qui ont eu à pâtir d'une guerre civile et qu'ils sont donc avertis du prix des ingérences étrangères et du coût humain, économique et social pour leur pays.

Au-delà des fanfaronnades du nouveau Field Marshall du Monde arabe, l'Emir du Qatar, la balkanisation du Monde arabe est en œuvre dans le droit fil des schémas israéliens et américains. « La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front Est; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats. La Syrie va se diviser en plusieurs états suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chiite; la région d'Alep, un Etat sunnite; à Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du Nord : les Druzes constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Houran et en Jordanie du Nord. Cet Etat garantira la paix et la sécurité dans la région » se proposait déjà comme objectif la stratégie israélienne depuis la décennie 1980 (5).

Gardons nous donc d'un emballement comparable à celui qui s'est manifesté, dans la décennie 1980, avec des militants enthousiastes s'engageant dans le Djihad, dans un combat pour la démocratie et la libération de l'Afghanistan du joug soviétique. Un combat mené, à six mille kms du champ de bataille de la Palestine, le champ de la véritable bataille, sans diriger le moindre pétard mouillé vers les territoires occupés.

Le partenariat que cherche à promouvoir les Etats-Unis avec les Frères Musulmans ne résulte pas d'un amour immodéré pour les Musulmans, mais vise à livrer une compensation aux rabais des turpitudes antérieures à leur égard, notamment en ce qui concerne la question palestinienne; à assurer la pérennité de l'économie du marché dans les pays arabes, qu'ils jugent plus assurée par les régimes islamiques que par un système nationaliste contestataire avec son cortège de syndicats et de revendications professionnelles et patriotiques. La docilité de l'Arabie saoudite à l'égard des menées américaines s'explique ainsi pour une large part par la crainte d'une nouvelle partition du Royaume, une menace régulièrement brandie en catimini par Les Etats-Unis et théorisée par le lieutenant-colonel américain, Ralph Peters, dans la revue militaire américaine, AFJ (Armed Forces Journal), en juin 2006, préconisant la constitution d'un état islamique dans la province du Hedjaz, sur le périmètre qui englobe les Lieux saints de La Mecque et Médine, ainsi que le détachement de la province chiite du Hassa et son rattachement à l'état chiite d'Irak (6).

C- Purger le non dit

Aucun régime arabe ne bénéficie de la confiance populaire, pas plus le syrien Bachar Al-Assad que le saoudien Abdallah Ben Abdel Aziz. Mais que l'opinion internationale, particulièrement française et arabe, se focalise exclusivement sur la Syrie paraît indécent, sauf à y purger un non dit permanent des relations inter arabes, à savoir: Bachar al Assad est Haram parce qu'alaouite, et le Roi d'Arabie, tout lui est Halal, parce que sunnite. Ceci pourrait expliquer sans toutefois la justifier la duplicité occidentale qui fait qu'une semaine de répression en Arabie saoudite, en octobre 2011, avec près de 80 morts, ne soulève pas la moindre protestation, de même qu'au Yémen et au Bahreïn.

La crainte se fait jour que ne survienne une troisième vague de colonisation du Monde arabe par les Occidentaux, avec le concours, cette fois, des supplétifs arabes: Sud soudan, Irak, Libye, blocus de Gaza... la liste est longue des coups de force occidentaux contre la souveraineté arabe et la sécurisation de son espace national. Le combat pour l'avènement de la démocratie dans le monde arabe incombe au premier chef, non aux gérontocrates repus, mais à l'ensemble de la communauté des citoyens démocratiques du Monde arabe dans un large front fédérant les diverses composantes de la société, ouvriers, artisans, agriculteurs, professions libérales, chrétiens et musulmans, du Machreq ou du Maghreb, laïcs ou religieux, jusque même les intellectuels enfin sortis de leur léthargie et de leur servilité.....tant il est vrai que de «Min Yafa Ila Beyrouth Cha' bon Wahad Lan yamout». (De Yafa à Beyrouth un peuple unique ne saurait mourir).

Beaucoup d'observateurs de la guerre civile du Liban (1975-1990) gardent le souvenir vivace des campagnes psychologiques de désinformation et de diabolisation pour ne pas inciter à la prudence. La duplicité occidentale est un fait, le double standard de son langage aussi, de même que le jeu trouble de BHL, le chef de file de la stratégie médiatique israélo-américaine sur le théâtre européen.

L'Arabie, de notoriété publique, a de tout temps privilégié la survie de la dynastie wahhabite au détriment de la sécurisation de l'espace national arabe. Épargnons-nous donc les indignations vertueuses qui masquent souvent des protestations sélectives. Gardons nous d'une nouvelle méprise comparable, par ses dégâts, à l'exaltation qui s'est emparée de larges factions de la population arabe et musulmane, la décennie 1980, lors du «dijihad» anti soviétique d'Afghanistan, avec les conséquences désastreuses sur le monde arabe et musulman, en ce que le principal bénéficiaire de cette opération, Les Etats-Unis, font barrage à l'admission de la Palestine à l'ONU, tandis que la victime, la Russie, s'applique à faire reconnaître la légitimité internationale de l'Etat de Palestine.

Appliquons à la Palestine ce que l'on exige de la Syrie. Une zone tampon, des observateurs étrangers pour sécuriser la population civile, l'interdiction de recourir aux forces armées pour la répression des manifestations, un couloir humanitaire. La Ligue arabe retrouvera alors sa crédibilité et cessera alors d'être perçue comme le faux nez de la politique de reconquête impériale occidentale de l'ensemble arabe. La planète cessera alors de prendre les Arabes pour des imbéciles à qui l'on peut faire prendre les vessies pour des lanternes.

Il y a des potences qui tardent à être dressées. «Le malaise arabe» provient aussi de ses reniements.

Références

1- Le décompte des 18 coups d'état dans le monde arabe entre 1945-2000: Huit pour la seule Syrie: Hosni Zaim, Sami Hennaoui et Adib Chichakli en 1949, Faysal Al-Attassi, février 1954, Colonel Nahlaoui auteur du coup d'état qui a entraîné la rupture syro égyptienne le 28 septembre 1961, Ziad Harari 8 mars 1963 qui inaugure la série des coups d'état baasistes présentés comme des corrections de trajectoire avec Salah Jedid, 23 février 1966 et Hafez Al-Assad, 15 novembre 1970. En deuxième position dans l'ordre putschiste, l'Irak avec quatre coups de force notamment celui de Abdel Karim Kassem contre le trône hachémite (14 juillet 1958), lui même sera renversé par le général Aref en 1961 avant que son frère ne lui succède à la suite de son décès accidentel et que celui-ci ne soit évincé à son tour par les baasistes, le tandem Ahmad Hassan Al-Bakr-Saddam Hussein en 1968. L'Egypte avec Farouk, en 1952, L'Imam Badr au Yémen, en 1961, le Liban avec le coup d'état avorté de la Saint Sylvestre 1961 mené par le parti populaire syrien, le Roi Senoussi en Libye en 1969, le Sultan Qabous d'Oman qui a évincé son père en 1971, de même que le cheikh Zayed d'Abou Dhabi qui a évincé son frère le cheikh Chakhbout ainsi que la Tunisie avec le coup d'état médical du général Ben Ali contre le président Bourguiba, en 1987, ainsi que l'Emir de Qatar qui a détrôné son père en juin 1995 ferment la liste des Etats putschistes.

2- La famille Assad- Le clan alaouite au pouvoir en Syrie est articulé autour de l'alliance scellée entre deux familles Al-Assad et Makhoulf, concrétisée par le mariage de Hafez Al-Assad et Anissa Makhoulf. Rami Makhoulf, cousin du président Bachar, est le fils du général Mohamad Makhoulf, pro consul de la région nord de Syrie du temps de la mandature de Hafez al Assad, qui choisit de soutenir le président, lors de la guerre fratricide qui opposa Hafez à son frère cadet Rifa'at, à l'époque chef des troupes spéciales «Saraya ad dif'a » responsable à ce titre de la répression du soulèvement de Hama, en 1982, qui fit plusieurs milliers de morts. Dénommé «Roi de Syrie» Rami Makhoulf est un riche homme d'affaires. Il incarne, à ce titre, la corruption et le népotisme du régime.

Quant aux autres membres de la fratrie, L'ainé Bassel, destiné au départ à succéder à son père, a trouvé la mort dans un accident de voiture. Bouchra, l'unique fille de la famille, est l'épouse de Assef Chawkat, ancien chef des services de sécurité dont les Occidentaux réclamaient la tête en compensation de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Assef Chawkat entretient des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel. Réputée autoritaire, Bouchra passe pour nourrir une forte intimité à l'égard de l'épouse de Bachar, Asma, fille d'un médecin de la grande bourgeoisie syrienne, ancienne spécialiste des transactions boursières dans un établissement londonien, à la forte présence médiatique. Le frère cadet du fondateur de la dynastie, Rifa'at Al Assad, ancien vice président de la république, est entré en dissidence fin 1983. Il vit en exil en Espagne. Ses deux fils, Sumar et Ribal, organisent depuis Londres la campagne médiatique contre le régime via la chaîne de

télévision ANN TV, (Arab Network News). Deux autres cousins Mounzer et Fawwaz Al-Assad, fils de Jamil Al Assad, cousins germains du président, se comportent en chefs de milices dans les montagnes alaouites, berceau de la famille, à l'ouest du pays.

3- L'opposition syrienne: La fondation du Conseil National Syrien découlerait d'un accord entre Américains, Turcs et Frères musulmans. Son objectif st de fédérer les trois principales tendances de l'opposition: « nationalistes », « libéraux » et « islamistes ». Présidé par Bourhane Ghalioun, cet universitaire basé à Paris, auteur d'un ouvrage critique sur le monde arabe «Le malaise arabe» (Editions la découverte) est assisté dans ses fonctions par Mme Basma Kodmani, ancienne attachée de recherche à l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales, le fortin atlantiste de la pensée stratégique de la diplomatie française, par ailleurs ancienne directrice pour le Moyen Orient de la Ford Foundation, dont elle a assumé les fonctions pendant cinq ans en Egypte avant de retourner à Paris présider l'initiative démocratique arabe, un institut de recherche opérant en collaboration avec des instituts européens et américains.

A-L'opposition interne:

Riad Seif (1946-): Ancien député, Alaouite, cet homme d'affaires syrien, réputé pour sa lutte contre la corruption, s'est signalé par sa dénonciation de l'attribution dans des conditions arbitraires d'une licence téléphonique au cousin du président Rami Makhlouf. Détenteur depuis 1993 de la franchise Adidas en Syrie, réputé pour son sens social, il a crée une garderie pour enfants pour ses employés, une cantine, des transports en commun entre l'entreprise et le domicile de ses employés. Son fils Lyad, 21ans, a péri dans des circonstances mystérieuses, le 2 août 1996, deux ans après cette dénonciation. Fondateur, en 2000, du «forum du dialogue national» (rassemblement d'intellectuels et de personnalités syriennes de la société civile, signataire de la «Déclaration de Damas pour le Changement National Démocratique Pacifique en Syrie», Il est arrêté pendant le «printemps de Damas». Le pouvoir avait alors signé une «autorisation spéciale» pour lever son immunité parlementaire et engager des poursuites. Il restera cinq ans en prison.

Riad al-Turk (1930-), un poids lourd de l'opposition interne. Surnommé le «Mandela syrien», ce symbole du communisme syrien a été emprisonné pendant 17 ans pour avoir dénoncé la répression contre les Frères Musulmans. Fondateur avec Jamal Al-Atassi, en 1979, du Rassemblement national démocratique, groupement de personnalités syriennes hostiles à la coalition au pouvoir autour du parti Baas. En 2005, il avait participé à la rédaction de la Déclaration de Damas du 16 octobre, réclamant un «changement démocratique et radical» du pouvoir de façon «pacifique et graduelle».

Haytham al-Maleh (1931-) Cet avocat islamiste modéré est un symbole des droits de l'homme en Syrie. De tendance conservatrice sociale et islamiste, ce sunnite a été arrêté et emprisonné de 1980 à 1986 car il plaidait en faveur de réformes constitutionnelles. Emprisonné plusieurs fois, interdit de voyager, il a créé, en 2002, une association de défense des droits de l'homme en Syrie. Il a été remis en liberté le 8 mars 2011 à la suite de l'amnistie pour les plus de 70ans, décidée par Bachar el-Assad.

B-L'opposition externe

Sur la problématique des «Frères musulmans à l'épreuve de la révolution» cf. à ce propos la série Egypte: Les Frères musulmans à l'épreuve de la révolution de René Naba

1ère partie: L'Arabie saoudite, le foyer de la contre-révolution arabe

<http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution/>

2eme partie: Le rôle mobilisateur de Saïd Ramadan

<http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution-2/>

3eme partie: Les Frères Musulmans aux portes du pouvoir

<http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution-3/>

Abdel Halim Khaddam (1932-), Sunnite ministre des Affaires étrangères, puis vice président de la République sous Hafez Al-Assad, il sera l'un des plus fermes opposants à la politique d'ouverture prônée par Bachar à la succession de son père, dont il redoutait les conséquences comparables à la perestroïka soviétique. Logeant dans l'ancienne résidence de l'armateur grec Aristote Onassis, gracieusement mise à sa disposition par la famille Hariri, à Paris, il a fait alliance avec les Frères Musulmans syriens, la bête noire du régime et mène, depuis Paris, une opposition syrienne en exil, après avoir été le proconsul syrien au Liban dont il assurera la ponction de son économie en partenariat avec Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais assassiné. Fondateur en 2006 du Front de Salut national (FSN), il est condamné par contumace en 2008 par un tribunal militaire syrien pour avoir notamment «organisé un complot en vue de renverser le pouvoir politique».

4-Selon le Canard enchaîné, dans son édition du 23 novembre, 2011 des officiers de la DGSE, le service de contre-espionnage français, ont été envoyés au nord du Liban et en Turquie avec pour mission d'instruire et de structurer les « contingents » de l'«Armée syrienne libre », censée regrouper des « milliers » de « déserteurs » syriens. Et dont le chef nominal, le colonel Riyad al-Asaad, se trouve précisément réfugié en Turquie depuis deux mois. L'activisme français a donné lieu à une réplique de la Russie qui a dépêché trois bâtiments de sa flotte au large du port syrien de Tartous pour une mission de collecte de renseignements et de neutraliser les manœuvres de la France contre un pays anciennement sous son mandat, qui a constamment tenu la dragée haute en soixante ans d'indépendance.

5 -Stratégie pour Israël dans les années 1980. Document publiée article par la Revue d'Etude Palestiniennes au printemps 1982, à trois mois avant l'invasion israélienne du Liban. Pour l'intégralité de ce document sous ce lien ((<http://www.renenaba.com/revue-d%E2%80%99etude-palestiniennes->

n%C2%B0-14-fevrier-1982: Ce document fourni par Israël Shahak, ancien président de la Ligue israélienne des Droits de l'Homme, est également paru dans Kivunim (Orientations), n° 14, février 1982 (Revue publiée par le Département de l'Organisation Sioniste mondiale, Jérusalem). Dans sa préface, Israël Shahak avait attiré l'attention des lecteurs sur la proximité entre cette «stratégie pour Israël» et la pensée néoconservatrice américaine, la même qui présidera à la politique étrangère des Etats-Unis depuis l'accession de George W. Bush au pouvoir. L'éclatement de l'Irak, les tensions communautaires dans la plupart des pays arabes, l'annexion aussi de Jérusalem et d'une bonne partie de la Cisjordanie dotent l'article d'Oded Yinon, vingt-cinq ans après sa publication, d'une funeste actualité.

6- Le Pentagone redessine le monde: L'article de ce militaire américain, intitulé «Frontières ethniques, que faire pour améliorer le Moyen-Orient», part du principe qu'il faut lever le tabou de la sacro-sainte frontière inamovible. Pour l'auteur, les nouvelles frontières doivent se modeler en fonction du critère ethnique et confessionnel. Même s'il n'est pas possible de tracer des frontières respectant la totalité des particularismes en tout genre nombreux et numériquement très variables, il faut pour Ralph Peters se rapprocher au maximum de ce concept. Comme il le souligne: «Nous parlons de difformités énormes faites par les hommes qui n'arrêteront pas de générer la haine et la violence tant qu'elles n'auront pas été corrigées.» Dans son esprit, il s'agit de remettre radicalement en cause les frontières nées des Accords Sykes-Picot de 1916 préparant le démantèlement de l'Empire ottoman.

En observant l'ensemble de cette zone en partant de la péninsule Arabique, on constate immédiatement le démantèlement du royaume d'Arabie saoudite. Les propos de l'auteur sont très clairs à l'égard d'un pays qui a bénéficié de la protection américaine suite aux discussions entre le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud, le 14 février 1945, à bord du croiseur USS Quincy. Désormais, le royaume d'Arabie saoudite passe à la trappe. Deux grandes entités territoriales échappent à l'autorité de Riyad.

Sur la côte Ouest, il s'agit de créer un « Etat sacré islamique ». Comme le précise Ralph Peters dans des propos lourds de conséquences: «La cause principale de la large stagnation du monde musulman réside dans le traitement réservé à la Mecque et à Médine considérés comme leur fief par la famille royale saoudienne. Les lieux saints de l'Islam soumis au contrôle de la police d'Etat de la part d'un des plus bigots et oppressifs régimes au monde ont permis aux Saoud (ndlr: la famille régnante d'Arabie saoudite) de projeter leur croyance wahhabite à la fois intolérante et disciplinée au-delà de leurs frontières. [...] Imaginez comme le monde musulman se sentirait mieux si la Mecque et Médine étaient dirigés par un Conseil représentatif tournant issu des principales écoles et mouvements de l'Islam dans le monde au sein d'un Etat sacré islamique — une sorte de super Vatican musulman — où l'avenir de la foi serait débattu au lieu d'être arbitrairement fixé». Ce point est capital puisqu'il révèle la volonté de réformer l'Islam afin de l'adapter aux principes occidentaux. Une sorte «d'Islam des Lumières» élaboré au cœur de cet Etat sacré islamique permettrait de rayonner sur l'ensemble du monde musulman et de remodeler les esprits afin qu'ils épousent pleinement la philosophie mondialiste. Il est vrai que contrôler les esprits a toujours permis de contrôler les hommes.

C'est d'ailleurs dans le même ordre d'idée que l'on retrouve ces mesures préconisées par la fondation Bertelsmann, think tank allemand qui, dans ses travaux débattus dans le cadre des «discussions de Kronberg» en 2002 et 2003 (Europe, the mediterranean and the Middle East, strengthening responsibility for stability and development et Die Zukunft der europäischen Politik im Nahen Osten nach dem Irak Krieg), relève l'inadéquation de l'Islam à l'évolution du monde moderne et prône une refonte des mentalités et la remise en cause des frontières. Ces recommandations allemandes soulignent aussi la convergence des buts à atteindre de part et d'autre de l'Atlantique pour refondre entièrement le Moyen-Orient. Il est vrai aussi que les concepts ethno-confessionnels développés par Ralph Peters cadrent parfaitement avec la vision ethnocentriste germanique. Sur la côte du golfe Persique, c'est la province de Hassa dont la population est majoritairement chiite qui est détachée de l'Arabie saoudite et intégrée à un «Etat chiite arabe», vestige d'un Irak littéralement explosé.

L'application de cette mesure entraînerait la mort économique du royaume car c'est à cet endroit que se concentre l'essentiel de l'extraction des hydrocarbures autour de la triade Dammam-Dharhan-Al-Khobar. L'Etat chiite arabe verrait ses réserves pétrolières et gazières monter en flèche et deviendrait incontournable car, outre les vastes ressources de Hassa et de la production off-shore, il faudrait ajouter celles de la région de Bassora (ex-Irak) et des provinces arabes iraniennes, détachées de Téhéran, riches en hydrocarbures jouxtant le Chatt el-Arab (Arabes chiites du Khouzistan et Arabes sunnites du Bouchir). De plus, Riyad perdrait ses provinces du Sud (Jizrane, Najran et l'Assir) au profit du Yémen, territoires acquis en 1934 lors du Traité de Taéf, et qui ont conservé leur identité yéménite. Enfin, la curée sera complète avec l'octroi d'une façade maritime à la Jordanie.

Armed Forces Journal (AFJ) est une revue affiliée à un véritable empire de la presse militaire américaine. Fondé en 1863, ce mensuel s'adresse aux officiers des Etats-Unis traitant de sujets aussi variés comme: la technologie militaire, la logistique, la stratégie, la doctrine ou encore la tactique. AFJ est coiffé par une maison mère, Army Times Publishing Company, dont les publications s'articulent autour de trois axes: 1) The Military Times Media Group qui publie : Army Times, Navy Times, Air Force Times et Marine Corps Times, 2) The Defense News Media Group, groupe mondial des revues de défense et qui publie : Defense News, Armed Forces Journal (AFJ), Training & Simulation Journal et C4ISR Journal (renseignement, surveillance et reconnaissance); Enfin 3) The Federal Times, hebdomadaire d'informations traitant des nouvelles technologies et des sujets financiers. Depuis le 1er août 1997, Army Times Publishing Company est une filiale d'un groupe encore plus puissant, la société Gannett. Fondé en 1906 par Frank Gannett, cet empire de presse et des médias publie aux Etats-Unis près de 90 quotidiens dont les plus connus sont USA Today et USA Weekend et contrôle 22 stations de télévision. Ses activités débordent aussi au Royaume-Uni puisque 17 quotidiens sont sous son influence. L'ensemble génère des revenus financiers colossaux estimés à 7,6 milliards de dollars pour 2005.

Pierre HILLARD <http://www.armedforcesjournal.com/2> Publication originale : Balkans Infos, n°113, septembre 2006.



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe"- Editions Bachari 2006.; "Du bougnoule au sauvignon, voyage dans l'imaginaire français"- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); "De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde", Editions l'Harmattan Mai 2009.

René Naba est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de René Naba publiés par Mondialisation.ca](#)



[Apprenez l'hébreu](#)

Cela n'a jamais été plus facile. En ligne à domicile. Enregistrez-vous!

eteacherhebrew.com



Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs René Naba, Mondialisation.ca, 2011

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28003

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par Polygraphx Multimedia © Copyright 2005-2009